

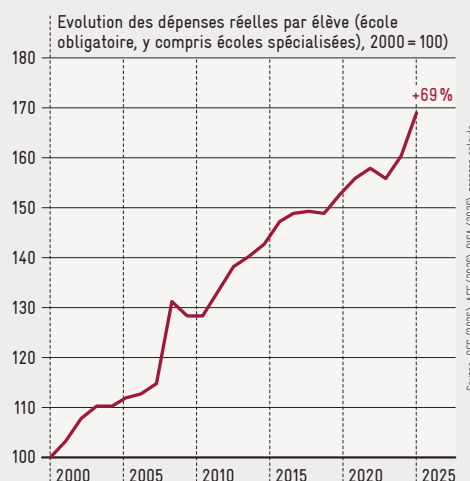
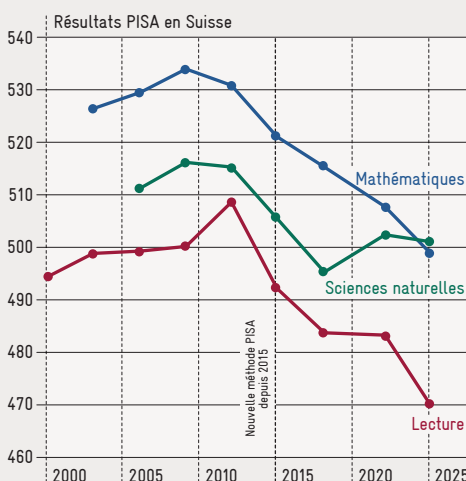
Plus de moyens, mais moins de compétences

En Suisse, les compétences fondamentales des jeunes diminuent, mais les dépenses pour la formation continuent d'augmenter. Il faudrait mieux tirer parti du fédéralisme dans la formation pour tester de nouvelles approches.

Contexte

La lecture, l'écriture et les mathématiques sont essentielles pour participer à la vie en société et réussir dans le monde professionnel. Selon les études internationales sur les performances scolaires (PISA), ces compétences sont toutefois en baisse chez les jeunes Suisses depuis quelques années. La Suisse reste certes au-dessus de la moyenne de l'OCDE dans les trois domaines (lecture, mathématiques et sciences naturelles), mais de justesse seulement en lecture. Ce recul est préoccupant, d'autant que rares sont les pays qui investissent autant que la Suisse dans la formation obligatoire.

Hausse de près de 70 % des dépenses par personne



L'enquête PISA affiche une baisse des performances des jeunes Suisses, notamment en lecture.

Faits

29%

L'enquête PISA 2025 montre qu'environ 29 % des jeunes de 15 ans en Suisse n'atteignent pas les compétences fondamentales en lecture. Cette proportion a augmenté ces dernières années: elle était encore de 20 % en 2015 et de 25 % en 2022.

■ Un système de formation coûteux

La Suisse dépense aujourd'hui plus de 24 000 francs par enfant et par an dans l'école obli-

gatoire. En comparaison internationale, elle se classe ainsi au deuxième rang: la moyenne de l'OCDE par élève s'élevait en 2022 à environ 14 000 francs, en parité de pouvoir d'achat.

■ De grands écarts

Les dépenses cantonales pour l'école obligatoire varient fortement. En 2023, elles allaient de quelque 16 000 francs par personne en Valais à plus de 30 000 francs à Bâle-Ville.

■ Des réalités différentes

La population scolaire diffère fortement d'un canton à l'autre, notamment en ce qui concerne la part d'enfants qui ne parlent

pas une langue de scolarisation à la maison. Cette proportion s'élève à 34 % à Bâle-Ville, contre seulement 11 % en Appenzell Rhodes-Intérieures. Ce constat est important, car les connaissances préalables des jeunes jouent un rôle déterminant dans l'acquisition des compétences fondamentales.

■ Une marge de manœuvre limitée

En Suisse, les cantons sont en principe responsables de la formation. Depuis 2009, l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (HarmoS) est toutefois en vigueur. Quinze des 26 cantons y ont adhéré, réduisant ainsi leur marge de manœuvre.

Recommandations

Réclamer toujours davantage de fonds publics pour renforcer les compétences fondamentales des jeunes ne suffit pas. L'essentiel est **d'optimiser les ressources**. Pour identifier la meilleure utilisation des ressources, il faut que **d'avantage de diversité** soit autorisée. Les cantons, les communes et les écoles doivent pouvoir tester de nou-

velles solutions à petite échelle. Pour que ce «laboratoire du fédéralisme» fonctionne, il faut également **d'avantage de transparence** dans le système de formation, c'est-à-dire des tests périodiques et standardisés permettant de comparer les écoles, les communes et les cantons. Sans cela, il est tout simplement impossible d'identifier ce qui fonctionne bien et surtout, ce qui ne fonctionne pas.

